

# « La société n'est pas plus clivée, mais plus éparpillée »

► Vincent de Coorebyter, professeur à l'ULB, commente l'émergence des mouvements citoyens, le recul de l'Etat.

► « On n'a pas affaire, chez nous, à une conflictualité hors norme. »

► « Un nouveau clivage achève de se former, interpellant : eux-nous, altérité-identité. »

► « En France, en particulier, c'est frappant, notamment avec Zemmour. »

ENTRETIEN

**A** première vue, 2014 aura été une année de clivages, de contestations, d'émergence de mouvements citoyens. Lames de fond ou phénomènes conjoncturels ? Nous avons posé la question à Vincent de Coorebyter, professeur à l'ULB.

**On a l'impression que la société est de plus en plus clivée.**

*Je pense que c'est globalement inexact. C'est une société plus inégalitaire et plus agressive, mais pas plus clivée. Avec une nuance, un nouveau clivage achève de se former, qui est interpellant : le clivage « eux-nous », « altérité-identité ». C'est la formation d'un bloc très déterminé à remettre en cause certaines politiques d'immigration, la présence de certaines identités culturelles d'origine étrangère, en particulier autour de l'islam avec, parfois, en outre, une mise en cause de la construction européenne. C'est un phénomène nouveau sous cette forme-là. Depuis plusieurs dizaines d'années, deux des trois composantes d'un clivage étaient réunies : dans une partie de l'opinion, un malaise plus ou moins ouvertement exprimé autour de la société multiculturelle, et sa traduction dans les urnes, à travers les scores de l'extrême droite ou des nationaux-populistes. Ce qui manquait, pour parler d'un clivage, c'était une mobilisation de la société civile et une théorisation à partir du monde intellectuel.*

*Comme si ce malaise avait un caractère honteux, était conscient de ne pas*

*constituer une proposition politique constructive.*

**Et maintenant, le clivage est complet ?**

*Oui. En France en particulier, la théorisation de ce malaise devient dominante dans les médias avec le dernier livre d'Eric Zemmour, une certaine dérive d'Alain Finkielkraut, les références à Alain Soral, le rôle d'éminence grise joué par Patrick Buisson... Ainsi que l'émergence d'associations qui, au nom de la laïcité, font de l'assimilationnisme en voulant contraindre les musulmans à entrer dans le moule français. Mais il y a aussi des signaux en Allemagne, au Royaume-Uni, en*

*Suède, en Italie,...*

**Pas en Belgique !**

*Ce courant a en effet reflué : côté francophone, l'extrême droite est inexistante, et côté flamand, la N-VA a marginalisé le Vlaams Belang. Mais nous ne sommes pas immunisés.*

**Mais à part ça, les clivages ne sont pas plus marqués ?**

*Non, nous sommes même dans une société moins clivée. Les clivages n'ont pas disparu, mais ils ont tendance à se brouiller ou à se déplacer. Et donc à être moins lisibles.*

**C'est-à-dire ?**

*Plusieurs d'entre eux se redéfinissent. Le clivage Eglise/Etat se traduit presque uniquement par la concurrence entre deux réseaux d'enseignement, dont l'opposition n'est plus confessionnelle : c'est une lutte de classes sociales pour l'accès aux écoles qui ont la meilleure réputation. Le clivage centre/périphérie, qui était essentiellement communautaire, est de moins en moins linguistique et culturel ; de plus en plus, il oppose deux blocs économiques et deux visions sociétales. On a clairement vu l'apparition d'un clivage économie/environnement, mais qui tend à se confondre avec le clivage possédants/travailleurs : ils vivent tous deux autour du système de production et de consommation parce que les victimes sont les mêmes de part et d'autre. Il y a donc une certaine porosité des clivages.*

**Cela brouille les débats ?**

*Cela crée une certaine difficulté à orga-*

*niser la vie politique parce que les identifications classiques ne fonctionnent plus et qu'un certain nombre de partis ne savent plus comment se situer par rapport à leur histoire fondatrice. Au final, on est dans une société plus éparpillée. La structuration autour des clivages s'est affaiblie. Les piliers sont beaucoup plus ouverts, et tant mieux, cela veut dire qu'on n'a plus ce cloisonnement qui a longtemps caractérisé la société belge. Mais il y a aussi, du coup, un déficit d'identification. Les citoyens qui s'identifient globalement à un parti sont devenus minoritaires.*

**Cela explique la défiance des citoyens par rapport aux partis ?**

*Je crois que c'est un des facteurs de la volatilité électorale, qui rend les partis en permanence inquiets du prochain scrutin parce qu'ils ne savent plus jusqu'à quel point ils peuvent compter sur leur électorat de base, qui a tendance à se réduire.*

**On a quand même le sentiment que l'expression du clivage possédants/travailleurs est plus forte que par le passé.**

*Oui. Mais c'est normal. La majorité suédoise est une formule politique inédite en Belgique. Et c'est la première fois depuis une trentaine d'années*

*qu'on a un gouvernement fédéral qui aurait pu être issu d'un scrutin de type majoritaire. Le dernier, c'était en 1981 avec Martens-Gol. Donc, une partie des préoccupations, des intérêts, des situations présentes dans la société n'est presque pas représentée dans ce gouvernement. Il est normal qu'en un premier temps, il y ait une confrontation.*

**Quand on dit que ce gouvernement divise davantage le pays que ses prédécesseurs, on se trompe ?**

*Je suis frappé par le côté très mesuré de la contestation. Elle est organisée, encadrée. Il y a eu peu de débordements, de grèves sauvages. Ce sont les grands syndicats qui mettent la contestation en forme, face à un gouvernement qui est ambitieux, qui veut opérer des réformes assez profondes. On n'a pas à faire, chez nous, à une conflictualité hors norme. ■*

Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN

# politique « La démocratie n'est-elle pas vouée à être en retard sur l'économie ? »

**Les partis semblent en panne d'idées face aux défis actuels ?** *la gestion du présent.*

*Ils ne sont effectivement pas à l'origine des idées ou des initiatives les plus novatrices. J'ai du mal à en hiérarchiser les raisons. J'en avancerai quand même une : les partis sont liés à la gestion publique, à l'organisation de l'Etat... Or, nous fonctionnons sur les bases d'un Etat de droit, avec toute la lourdeur et toute la lenteur de ses procédures (budgets, transparence, contrôles, tutelle...). Par quel miracle les partis seraient-ils des lieux d'inventivité permanente ? Leur objet est un objet institué : ils doivent gérer l'Etat, donc se plier à ses règles et à ses procédures. Et ils doivent se faire une place dans le système en grappillant des positions de pouvoir, ce qui suppose aussi une attention permanente à leurs rouages internes.*

**Ne pourraient-ils pas, aussi, être des laboratoires d'idées ?**

*Si. Ils ont presque tous un centre d'études. Qui sont parfois eux-mêmes le nez sur le guidon. D'autres sont devenus, à certains moments, des coquilles vides. Il y a aussi la question très délicate du rapport à la société civile : est-ce que le centre d'études est constitué de membres du parti, avec l'avantage de la cohérence mais le risque de tourner en vase clos ? Un parti peut décider à l'inverse de s'ouvrir, mais cela va-t-il le servir, ou « son » centre d'études va-t-il lui échapper ? Il y a surtout une course contre le temps : les partis et les pouvoirs publics ont toujours un temps de retard sur le futur, ils sont écrasés par*

**Et le rôle de l'Etat dans tout ça ?**

*Il est en recul, sous des formes multiples. Je vais en pointer deux. D'une part, l'Etat est pris de vitesse par les citoyens, et c'est tant mieux. La société reste inventive. Des citoyens prennent des pouvoirs publics ou de la régulation étatique. Exemple : les voitures partagées, alternatives aux transports en commun. Le-learning, qui se substitue à la réflexion pédagogique des ministères ou des universités. Ou encore les initiatives en matière d'alimentation, le slow food, les jardins urbains, le retour aux légumes oubliés... C'est presque toujours dans la société civile que les vraies innovations ont lieu. Aujourd'hui, elles sont démultipliées grâce à l'informatique. Et il est clair que ces initiatives font reculer l'Etat, elles le ringardisent.*

**Vous évoquiez un autre recul ?**

*Oui, en pensant aux firmes privées qui se substituent aux structures publiques. Google Glass, Google Street View, Google Car, c'est l'équivalent du ministère de l'Intérieur ! Quand Google numérise le patrimoine mondial en pillant allégrement les bibliothèques, il joue le rôle de ministère de la Culture et de la Recherche scientifique. Idem pour la santé : Google collecte, via une série de gadgets, une série de données. Bientôt on sera patient, diagnostiqueur et médecin, via Google qui devient un vrai ministère de la Santé. C'est la prophétie d'Orwell, mais au cube : à côté de Google, Big Brother,*

*c'est de la roupie de sansonnet. Au moins, avec Orwell, c'était une initiative d'un Etat totalitaire, qui estimait qu'il devait justifier auprès des citoyens l'emprise qu'il avait sur eux. Il y avait un projet politique officiel derrière, qui permettait la contestation. Ici, personne ne sait pourquoi Google se met en tête de tout savoir, de se substituer à des pans entiers de l'action publique. On a affaire à des sociétés puissantes, mondiales et richissimes, puisqu'elles ont développé une ingénierie fiscale à grande échelle. Ce faisant, elles appauvrissent les Etats. On voit un affaiblissement de l'Etat au profit de nouveaux acteurs qui ne sont pas démocratiques. Or, on ne s'interroge pas sur l'absence de processus démocratique dans ces grandes firmes. Comme si, parce que c'est du privé, les règles élémentaires de consultation publique ou de délibération citoyenne ne devaient pas s'appliquer.*

**C'est une tendance lourde.**

*Oui. Et qui, ultimement, pose la question des rapports entre la démocratie et le capitalisme. L'Occident a créé les deux, dans un même mouvement, au nom de la liberté individuelle : celle d'entreprendre, de s'organiser, de s'exprimer. Le libéralisme, c'est un mouvement de réforme économique et de philosophie politique. Ce qui a fait sa grandeur, mais peut-être aujourd'hui sa candeur, c'est la conviction que la démocratie et le capitalisme progressent ensemble, se nourrissent l'un de l'autre. Or je me demande si la démocratie n'est pas définitivement vouée à être en retard par rapport à l'économie, si ces deux piliers ne sont pas occupés à connaître un destin très différent. L'économie montre aujourd'hui qu'elle échappe à la sphère publique. On a cru qu'elle resterait sous contrôle. Aujourd'hui, a-t-on encore le contrôle de l'économie ?*

**C'est effrayant.**

*Bien sûr, ce n'est pas rassurant. Mais ce n'est pas le dernier mot de l'histoire. C'est notamment pour cela qu'émerge la question de la gouvernance mondiale. On commence en tout cas à s'interroger. Mais, pour l'instant, on ne fait que ça : s'interroger. ■*

Propos recueillis par  
V.La.

# mouvements citoyens

## « Une gigantesque critique des partis de gauche »

**On assiste aussi à l'émergence de mouvements citoyens. Un feu de paille ?**

*Il y a deux phénomènes. D'abord, une multiplication frappante de contestations citoyennes très locales, spontanées : la mobilisation contre le projet immobilier au campus de la Plaine, contre le parking du Jeu de Balle, ou, en France, contre le barrage de Sivens ou l'aéroport de Nantes. Ce sont des phénomènes intéressants. En première analyse, on peut se demander si ce n'est pas une généralisation du phénomène Nimby, une sorte d'égoïsme collectif. Mais beaucoup de ces contestations visent des projets qui touchent le cadre de vie, l'environnement, la qualité de vie... C'est très contemporain par la prise en compte d'enjeux qualitatifs. Et ce qui est toujours mis en avant, me semble-t-il, c'est que le projet contesté a une motivation économique. Le parking du Jeu de Balle est lié à un gigantesque piétonnier dans le centre-ville, qui doit dynamiser le commerce et attirer les touristes du monde entier. La dimension postmoderne de ces mouvements est intéressante : on ne croit plus au mythe du progrès par l'économie ou l'abondance. On n'accepte plus que le qualitatif passe après le quantitatif.*

**Vous parliez d'un deuxième phénomène « citoyen » ?**

*Oui. Il n'est pas encore très répandu, mais il est frappant. Il prend notamment la forme d'expériences de type G1000. L'idée qui fait son chemin est de greffer sur la démocratie représentative classique des interventions de citoyens ordinaires, et par exemple des parlements de citoyens tirés au sort.*

**L'idée fait vraiment son chemin ?**

*Dans certains cercles intellectuels. David Van Reybrouck cite comme exemple dans son livre l'Irlande, pays très catholique, où des expériences ont permis une discussion très ouverte sur le mariage homosexuel. Là où l'histoire d'un pays est extrêmement clivée, où certains enjeux sont sensibles, les citoyens peuvent s'avérer beaucoup plus ouverts que les partis ne l'imaginent.*

**Que pensez-vous de Tout autre chose ?**

*Un élément m'étonne, celui qui consiste à dire : « Nous n'avons pas d'ennemis, nous ne sommes pas à gauche. » Alors que l'essentiel du discours est un discours de gauche ! Face à une politique d'austérité dénoncée en des termes très offensifs, la proposition est étonnamment écumenique : « Que tous les citoyens se rassemblent autour de nous pour faire des propositions, cela va apporter une alternative au système. » C'est assez curieux, cet écart entre la sévérité du diagnostic et la modestie de la proposition.*

**Pourtant, ils veulent changer le système ?**

*Ils disent offrir une alternative à la démocratie représentative, mais ce n'est pas le cas. Le G1000, c'est de la démocratie représentative, dans ses cinq étapes classiques. D'abord, choisir des citoyens qui vont représenter la totalité du peuple, en l'occurrence par un tirage au sort. Ensuite, faire des propositions, puis consulter des experts, puis délibérer, et enfin décider. En fait, l'adversaire n'est pas la démocratie représentative, c'est la partitocratie, le monopole de la représentation pris de fait par les partis. Ceci dit, le pouvoir considérable qu'ont pris les partis dans le système démocratique est un phénomène majeur et qui n'était à*

*l'origine pas prévu, continuer à l'interroger est pertinent.*

**Ces mouvements disent que la démocratie représentative n'autorise les citoyens qu'à s'exprimer lors des élections ; entre deux scrutins, ils doivent se taire.**

*C'est une analyse très contestable. Le peuple s'exprime à travers les réseaux sociaux, les associations, les manifestations, les pétitions, les initiatives citoyennes spontanées... La démocratie représentative priverait les citoyens de leur capacité d'influer sur le jeu politique si elle s'accompagnait d'une dictature. Mais notre démocratie est inséparable de la consécration des libertés fondamentales.*

**Quid de leur rapport aux partis ?**

*Ce qui est très frappant, c'est que ces mouvements spontanés de citoyens qui, pour l'essentiel, dénoncent le capitalisme dans*

*ses dérives, refusent toute identification à la gauche. Or ces mouvements naissent dans des milieux qui sont plutôt de gauche. C'est donc une gigantesque critique des partis de gauche traditionnels. Face aux dérives du capitalisme, il y a une méfiance radicale et constante des partis sociaux-démocrates. C'est une donne qui est nouvelle dans son expression actuelle, et elle est majeure.*

**Ces mouvements reprochent aux partis d'être coupés des citoyens. Mais ne relèvent-ils pas, eux aussi, d'un univers intellobobo ?**

*A l'origine sûrement. Dans la liste des premiers signataires de Tout autre chose, on rencontre peu d'ouvriers, de chômeurs, de SDF. C'est un problème général dans le système démocratique. Une alternative politique qui serait d'abord l'expression des classes moyennes intellectuelles, c'est intéressant en soi mais on ne*

*peut pas dire que cela comble un manque criant. Autre interrogation : pourquoi ne cherche-t-on pas plutôt à fédérer la société civile organisée, qui a des moyens considérables ? Pourquoi tenir à tout prix à ce que les citoyens s'expriment comme si, hors de ce statut de citoyen non affilié, on était déjà suspect, on était déjà un rouage du système ? Le rapport à la société civile organisée me paraît ininterrogé. ■*

Propos recueillis par  
V.La

**« En fait,  
l'adversaire  
n'est pas  
la démocratie  
représentative,  
c'est  
la partocratie »**